

## L'Allemagne veut restreindre l'exploitation par Facebook des données de ses utilisateurs



Selon le gendarme allemand de la concurrence, Facebook ne pourra plus contraindre ses utilisateurs à accepter la collecte de leurs données. Le réseau social devra demander l'accord explicite des usagers.

Avec Atlantico  
Rédaction

Le gendarme allemand de la concurrence (Bundeskartellamt, l'Office fédéral de lutte contre les cartels) vient d'interdire ce jeudi à Facebook de rattacher d'office au profil de ses utilisateurs les données collectées principalement sur ses filiales Whatsapp et Instagram. Facebook serait obligé de limiter la collecte de données sur des applications et services tiers.

*"L'objectif est d'empêcher la fusion de toutes les informations que Facebook collecte à notre sujet, et plus largement de contraindre les géants de la tech à adapter leur modèle économique au droit de la concurrence".*

Ce dispositif doit permettre de limiter l'exploitation des informations personnelles par la société de Mark Zuckerberg.

Whatsapp et Instagram, deux applications détenues par Facebook, pourront poursuivre leur propre collecte de données. Mais il ne sera plus possible de les "combiner" avec les données de ses utilisateurs qu'avec leur "consentement explicite".

Facebook devra donc soumettre dans les quatre mois une modification de ses conditions d'utilisation, qui devra ensuite être approuvée par l'organisme allemand.

La firme américaine a indiqué qu'elle allait faire appel de cette décision. Facebook dispose d'un mois avant que cette sanction ne devienne juridiquement effective.

La société va devoir développer des solutions techniques afin de garantir sa conformité dans les quatre mois. En cas de refus, Facebook pourrait en théorie recevoir une amende pouvant aller jusqu'à 10% de ses revenus annuels.

Cette restriction pourrait être éventuellement appliquée dans d'autres pays dans les prochains mois. L'Allemagne pourrait également choisir cette procédure contre Amazon.

Facebook qui fête ses 15 ans est au coeur de nombreuses polémiques ces dernières années, notamment sur la protection des données personnelles des utilisateurs.